



B.A.-BA de la mise en place d'un projet IA en Direction juridique.

Parution : jeudi 15 janvier 2026

Adresse de l'article original :

<https://www.village-justice.com/articles/mise-place-projet-direction-juridique,55725.html>

Reproduction interdite sans autorisation de l'auteur.

L'intelligence artificielle générative s'impose aujourd'hui comme un levier stratégique pour transformer les pratiques. Elle est partout : démonstrations spectaculaires, promesses d'éditeurs, injonctions à "lancer un projet IA". Pourtant, dans les entreprises, beaucoup d'initiatives restent au stade du pilote sympathique, sans transformer vraiment le quotidien des équipes. Une étude récente du MIT (The GenAI Divide – State of AI in Business 2025) estime que malgré les milliards investis, seuls 5 % des projets d'IA générative d'entreprise produisent un impact opérationnel.

L'adoption progresse, la transformation reste rare.

Cet article, écrit à 4 mains lors de notre participation à la table ronde du 25 novembre 2025 aux [Rendez-vous des Transformations du droit](#), vise à fournir aux juristes une méthodologie éprouvée, illustrée par des cas concrets, pour réussir l'intégration de l'IA dans la fonction juridique.



Elise Auvray, Aurélie Benech Verhaeghe, Marina Soyer et Sophie Vieilledent.

1. Démystifier l'IA générative et ses usages avec la formation des juristes.

Avant de parler cas d'usage, gouvernance ou indicateurs, il faut rassurer et expliquer.

L'IA générative est un moteur statistique qui prédit le mot ou la phrase suivante à partir de données, pas une intelligence "magique" qui "comprend" le droit. Elle a des forces : sa capacité à lire vite, reformuler, résumer, proposer des premières versions.

Elle a également des limites structurelles : ses hallucinations, ses approximations, sa dépendance à la qualité des sources, etc.

Un outil ne crée pas de valeur tout seul. L'IA ne remplace pas le juriste, elle l'assiste sur les tâches, lui permettant de se recentrer sur l'analyse, le conseil et la stratégie. Sans cas d'usage précis, sans intégration aux pratiques existantes et sans contrôle humain, elle reste un gadget.

2. Identifier les besoins réels de la Direction juridique (et de ce que les équipes font déjà).

Un projet IA pertinent doit **répondre à un besoin métier clairement identifié**. Il ne s'agit pas d'adopter une technologie pour suivre une tendance, mais de résoudre un problème concret.

Il s'agit d'identifier les irritants via des entretiens avec les équipes : questions fréquentes, tâches chronophages à faible valeur ajoutée, moments de stress importants. Cette analyse suit l'approche "People > Process > Tool" : comprendre les besoins humains, optimiser les processus, puis choisir l'outil adapté.

Une autre piste : la « Shadow AI ». Dans les entreprises, les juristes (comme les autres salariés) utilisent déjà des outils grand public pour gagner du temps. Plutôt que de l'ignorer, on peut s'y intéresser. Demander aux juristes comment ils utilisent déjà l'IA et ce qu'elle leur apporte, aide à identifier les premiers cas d'usage, surtout là où ils agissent de façon autonome mais manquent encore de cadre, de données fiables ou de gouvernance.

3. Formaliser les cas d'usage et estimer les gains attendus.

Chaque projet peut être résumé dans une fiche-type. Par exemple, la synthèse d'un rapport se fait désormais en 20 minutes au lieu de 2 heures, économisant ainsi 1h40 par dossier. L'automatisation de la veille réglementaire réduit aussi le temps de collecte et d'analyse. Privilégiez des cas d'usage simples et itératifs pour améliorer l'efficacité et encourager l'amélioration continue.

Crédit image : Direction juridique du groupe La Poste.

4. Choisir des cas d'usage ciblés et priorités, pas un "assistant magique".



Il est illusoire de vouloir tout transformer en même temps. La matrice Impact/Effort permet de **prioriser les « quick wins »** pour démontrer la valeur de l'IA et encourager son adoption. Selon notre expérience, un cas d'usage initial idéal doit :

- Être une tâche déjà existante,
- Se répéter régulièrement,
- Permettre une vérification facile des résultats,
- S'appuyer sur une documentation simple, sans images ni infographies complexes.

Les recherches sur la "GenAI Divide" montrent que multiplier les pilotes sans intégrer l'IA dans les processus critiques empêche tout impact réel. Le *quick win* doit servir de tremplin pour un déploiement à plus grande échelle, en adaptant les processus (checklists, modèles, validations) afin d'éviter qu'il ne reste un simple test. Une fois les priorités fixées, il faut transformer les idées en plan d'action.

5. Construire la feuille de route et mesurer l'impact (sans promettre un ROI parfait).

Transformer une idée en projet requiert une feuille de route claire, articulée autour de formations, d'un test pilote avec des juristes, d'une évaluation des premiers retours et d'un déploiement progressif à l'ensemble de la direction juridique.

Il est essentiel de **sélectionner quelques indicateurs clés de performance** adaptés, tels que le temps gagné (ex. réduction du traitement d'un contrat de 3 à 1 heure), la maîtrise des risques (ex. moins d'oublis via une checklist automatisée) et la satisfaction utilisateur (ex. 80 % jugent l'outil utile).

Suivre ces indicateurs, même imparfaits, permet d'ajuster le projet au fil du temps afin de guider efficacement les décisions à prendre.

6. Accompagner le changement et garantir la pérennité avec une gouvernance post-projet.

La réussite d'un projet IA repose sur **un accompagnement humain solide, avec une gouvernance impliquant direction, Legal Ops et ambassadeurs.**

Les Legal Ops coordonnent le projet, les tests, les retours et la conduite du changement.

Entretenir l'innovation nécessite ateliers, partage d'expérience et formation continue. L'itération est essentielle pour ajuster l'outil et assurer une amélioration constante.

Les projets échouent souvent faute de boucles d'apprentissage permettant de prendre en compte les retours et d'adapter l'outil. Même sans auto-apprentissage, organiser des tests réguliers, corriger les instructions et faire des bilans périodiques permet d'améliorer le dispositif.

Exemples concrets de cas d'usage déployés (ou en cours de déploiement) :

La Poste : IA pour l'aide au dépôt de plainte, prompts simplifiés, bots pour RGPD/conformité et revue automatique des contrats.

FNAC Darty : Cartographie et priorisation des besoins, chatbots pour questions simples, outil d'analyse contractuelle.

Sonepar : Automatisation de la revue de certains contrats selon les règles internes et tests de chatbots en cours de déploiement.

Conclusion.

L'intelligence artificielle représente une opportunité majeure pour la Direction juridique, à condition d'être abordée avec méthode, pragmatisme et esprit collectif.

Les projets qui réussissent ne sont pas nécessairement les plus sophistiqués sur le plan technique, mais ceux qui s'intègrent dans les workflows, s'appuient sur une gouvernance solide et privilégient l'apprentissage continu.

L'IA n'est pas là pour remplacer le juriste, mais pour l'augmenter.

Elise Auvray, Juriste et Legal ops Groupe La Poste, Aurélie Benech Verhaeghe, Directrice juridique adjointe Société des Grands Projets, Marina Soyer, Legal & Risks Operations Coordinator, Sonepar, et Sophie Vieilledent, Responsable juridique et Legal ops, Fnac Darty.

Cet article est protégé par les droits d'auteur pour toute réutilisation ou diffusion, plus d'infos dans nos mentions légales (<https://www.village-justice.com/articles/Mentions-legales,16300.html#droits>).

Comentaires:

Sans titre, Kenza BENIS Directrice Juridique de BMCE Capital, 20 janvier 2026

Excellent article de mise au point, pratique et rassurant.
